

FONDS AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT



MATRICE DE MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES DU FAD-X : MISE À JOUR 2005-2006

**REVUE À MI-PARCOURS DU FAD-X
7 – 8 DÉCEMBRE 2006
La Haye, Pays-Bas**

**DÉPARTEMENT DES POLITIQUES OPÉRATIONNELLES ET
DES NORMES**

MATRICE DE MISE EN ŒUVRE (MMO) DES POLITIQUES DU FAD-X 2005 – 2007

1. Au cours des négociations en vue de la Dixième reconstitution des ressources du Fonds africain de développement (FAD-X), les plénipotentiaires ont convenu de tenir une réunion à mi-parcours dans les 18 mois suivant l'entrée en vigueur de la reconstitution, avant le décaissement de la dernière tranche. La revue à mi-parcours devait évaluer la mise en oeuvre des opérations du Fonds, y compris les mesures figurant dans la Matrice de mise en oeuvre (MMO) des politiques du FAD-X.

2. Il convient de rappeler qu'avant l'achèvement des consultations relatives à la Dixième reconstitution du Fonds africain de développement, la Direction avait été invitée à préparer un Plan d'action visant à améliorer l'exécution des opérations du FAD au cours du cycle de reconstitution du FAD-X. Ce plan d'action a été approuvé par les plénipotentiaires du FAD lors de la dernière réunion de consultation sur le FAD-X qui s'est tenue à Copenhague (Danemark) et il est actuellement mis en oeuvre par le Groupe de la Banque. Par ailleurs, le Groupe de la Banque a préparé un Plan d'action sur l'harmonisation, l'alignement et la gestion axée sur les résultats. Ce Plan d'action guidera la mise en oeuvre des activités de la Banque dans le cadre du Programme de Rome sur l'harmonisation et de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide. La Matrice de mise en oeuvre des politiques complète le Plan d'action susmentionné et présente un résumé des progrès accomplis, au cours de la période couverte par la reconstitution, dans la mise en oeuvre des directives stratégiques définies lors des négociations et qui ne figurent pas explicitement dans ces Plans. Les mesures d'accompagnement prises par la Direction qui figurent dans la Mise à jour de la Matrice de mise en oeuvre des politiques du FAD-X sont présentées en détail dans les notes suivantes préparées pour la revue à mi-parcours du FAD-X :

- (i) État d'avancement de la mise en oeuvre des priorités opérationnelles ;
- (ii) Progrès accomplis dans la mise en oeuvre du Plan d'action ;
- (iii) Progrès accomplis dans la mise en oeuvre du Cadre de soutenabilité de la dette ;
- (iv) Allocation fondée sur la performance : problèmes, défis et perspectives d'avenir ;
- (v) Rapport d'activité sur la Revue de l'avantage comparatif de la Banque ;
- (vi) Revue de la structure de gouvernance du Fonds ;
- (vii) Compensation pour l'augmentation des financements sous forme de dons au titre du FAD-IX ;
- (viii) Expérience dans l'utilisation de l'appui budgétaire et de l'approche sectorielle globale ;
- (ix) Mise à jour de la Matrice de mise en oeuvre des politiques du FAD-X.

3. Les changements institutionnels en cours à la Banque devraient renforcer les capacités de la Banque à mieux répondre aux besoins de ses clients et à offrir des prestations de services de qualité du fait que ces changements vont, entre autres choses, accroître ses effectifs et améliorer le dosage des compétences. Ces améliorations institutionnelles offrent des perspectives prometteuses quant à la mise en oeuvre effective des directives stratégiques pendant le reste de la période de mise en oeuvre du FAD-X.

MATRICE DE MISE EN ŒUVRE (MMO) DES POLITIQUES DU FAD-X : 2005 – 2007

RECOMMANDATIONS EN MATIÈRE DE POLITIQUE	PRINCIPALES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT	MISE EN ŒUVRE	
		PROGRÈS ACCOMPLIS AU 31 DÉCEMBRE 2006	DATE BUTOIR
1. PLAN D'ACTION POUR AMÉLIORER L'EXÉCUTION DES OPÉRATIONS DU FAD	La Direction mettra en œuvre le plan d'action pour trouver des solutions aux questions en suspens relevées par l'évaluation indépendante du FAD.	Voir la Matrice de mise en œuvre du Plan d'action.	2007
2. RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ	La Direction suivra la mise en œuvre de la Politique révisée en matière de réduction de la pauvreté ; la Direction poursuivra la préparation du rapport annuel sur les progrès réalisés dans la réduction de la pauvreté.	1-Politique qui oriente les DSP et les opérations 2-Collaboration accrue avec les autres partenaires au développement. 3-Vingt-trois (23) pays ont bénéficié de l'allègement de leur dette vis-à-vis de la Banque à ce jour. 4-Le rapport d'activité sur la réduction de la pauvreté pour la période 2001-2005 sera prêt fin décembre 2006.	Initiale: 2005 Révisée: En cours
3. SÉLECTIVITÉ ACCRUE	La Direction mettra l'accent sur la clarification des domaines dans lesquels le Fonds présente un avantage comparatif, afin de définir avec plus de précision et de mieux cibler ses domaines d'intervention. Elle soumettra à ce sujet un rapport à la revue à mi-parcours du FAD-X. Pour accroître la sélectivité déjà reflétée dans les DSP les plus récents, le Fonds entend mieux définir ses interventions clés dans chaque domaine prioritaire.	1-Trente-deux (32) des trente-neuf (39) pays FAD ont des DSPAR, trois (3) pays ont des stratégies conjointes d'assistance. En moyenne deux (2) piliers par DSP ont été préparés. 2-Un Projet de note sur l'avantage comparatif a été élaboré, il est en train d'être analysé. Un Comité de haut niveau composé d'éminentes personnalités a été créé pour aider la Banque à définir son avantage comparatif.	Initiale: 2005 Révisée: 2006 & En cours
4. RENFORCEMENT DE L'EFFICACITÉ DU DÉVELOPPEMENT	Les mesures envisagées au titre du FAD-X sont, entre autres, les suivantes: l'élaboration des Documents de stratégie pays (DSP) et des Stratégies d'aide régionale (SAR), en utilisant un modèle axé sur les résultats ; la mise au point d'outils orientés vers les résultats, par exemple un modèle amélioré du cadre logique ; et l'amélioration de la qualité des opérations du Fonds, tant lors du lancement et que pendant la mise en œuvre de ses opérations.	1-Le modèle du DSPAR a été approuvé et il est utilisé. 2-L'EQE a été lancée. 3-Le cadre logique AR est utilisé et la formation du personnel se poursuit.	Initiale: 2005 Révisée: En cours

		MISE EN OEUVRE	
RECOMMANDATIONS EN MATIÈRE DE POLITIQUE	PRINCIPALES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT	PROGRÈS ACCOMPLIS AU 31 DÉCEMBRE 2006	DATE BUTOIR
5. RENFORCEMENT DE L'EFFICACITÉ DU DÉVELOPPEMENT (suite)	<p>En ce qui concerne les EES, le Fonds cherchera à élargir la portée et à améliorer la qualité et la pertinence de ses analyses et de ses revues diagnostiques. Toutefois, le Fonds évitera tout double emploi indu avec les EES réalisées par ses partenaires au développement, sous réserve que ces EES soient de bonne qualité et soient pertinentes pour les opérations du Fonds. En revanche, le Fonds continuera de collaborer activement avec les institutions partenaires et les PMR, et de partager avec elles les conclusions de ses recherches, analyses et diagnostics.</p>	<p>1-En 2005/06, 34 EES ont été réalisées dont 4 ont été préparées conjointement avec d'autres partenaires au développement. Pour 2007, la Direction prévoit de lancer 98 nouvelles EES.</p> <p>2-Fait plus important, la préparation des EES synchronisées avec celle des DSPAR afin que les EES orientent les DSP dans un souci de pertinence et d'amélioration qualitative de l'analyse.</p>	<p>Initiale: 2005</p> <p>Révisée: 2006 & En cours</p>
6. HARMONISATION, ALIGNEMENT ET GESTION AXÉE SUR LES RÉSULTATS	<p>Dans le cadre du Plan d'action sur l'harmonisation, l'alignement et la gestion axée sur les résultats (HAGAR), le Fonds s'emploiera à aligner plus étroitement ses opérations d'aide sur les priorités de développement et les stratégies, systèmes et calendriers des PMR en matière de réduction de la pauvreté, à harmoniser ses politiques et pratiques opérationnelles avec celles des autres institutions multilatérales et bilatérales d'appui au développement, et à coordonner ses interventions avec elles pour réduire au minimum le coût des transactions pour les pays clients, en vue d'obtenir les résultats souhaités.</p>	<p>1-Appui budgétaire et opérations de prêts à l'appui des réformes conçues pour soutenir la mise en œuvre des DSRP dans les PMR éligibles au Fonds.</p> <p>2-Appui conjoint des donateurs à l'Ouganda, à la Tanzanie, au Mozambique, à Madagascar et à la Zambie.</p> <p>3-Revue du processus bien alignée sur les interventions de la Banque avec les DSRP dans les cinq PMR ayant une stratégie d'assistance conjointe & HA.</p> <p>4-Influence de la Banque dans les HA/stratégies d'assistance conjointes encore limitée tant que les effectifs des bureaux nationaux ne sont pas suffisants.</p> <p>5-Les PMR ont exprimé leur satisfaction face à la réduction du volume de travail lié à l'établissement de rapports sur la conformité.</p>	<p>Initiale: 2005</p> <p>Révisée: 2006 & En cours</p>
7. PARTICIPATION PROGRESSIVE AUX APPROCHES SECTORIELLES ET À L'APPUI BUDGÉTAIRE AU DÉVELOPPEMENT	<p>Le Fonds cherchera à accroître sa participation aux SWAp et aux opérations d'appui budgétaire, conformément aux directives approuvées et en adoptant toujours l'approche au cas par cas.</p>	<p>1-Huit opérations d'appui budgétaire et approches sectorielles globales ont été approuvées au titre du FAD-X, d'une valeur de 418,4 millions d'UC, représentant 18,8 % du total des approbations.</p> <p>2-Un rapport complet sur les SWAp est en cours de préparation, pour information du personnel.</p>	<p>Initiale: 2005</p> <p>Révisée: 2006 & En cours</p>
8. AMÉLIORATION DE LA COORDINATION ET DES PARTENARIATS ENTRE DONATEURS	<p>Dans le cadre du Plan d'action, le Fonds s'emploiera à renforcer son partenariat stratégique et la coordination au niveau des pays avec les autres partenaires au développement, tant multilatéraux que bilatéraux, en particulier, à travers des missions conjointes sur le terrain et des analyses au niveau des pays.</p>	<p>La coordination de l'aide se fait systématiquement au niveau du pays et avec des agences spécialisées spécifiques. Dans les pays où la Banque a des bureaux extérieurs, elle participe aux actions menées par les principaux groupes de donateurs qui sont aussi consultés à chaque étape du cycle du projet. Par ailleurs, la Banque a participé aux conférences organisées par les principaux donateurs sur des thèmes précis et elle a organisé des réunions sur divers thèmes.</p>	<p>Initiale: 2005</p> <p>Révisée: 2006 & En cours</p>

		MISE EN OEUVRE	
RECOMMANDATIONS EN MATIÈRE DE POLITIQUE	PRINCIPALES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT	PROGRÈS ACCOMPLIS AU 31 DÉCEMBRE 2006	DATE BUTOIR
9. ALLOCATION DES RESSOURCES AUX PAYS EN FONCTION DE LA PERFORMANCE	L'allocation des ressources aux pays continuera d'être basée sur leur performance, la majorité des ressources allant aux pays dont la performance est jugée satisfaisante, tel qu'établi sur la base du cadre renforcé d'AFP de la Banque.	L'allocation des ressources à l'aide du cadre renforcé d'allocation fondée sur la performance a été effectuée pour 2005/06.	Initiale: 2005 Révisée: En cours
10.	Le Fonds améliorera la coordination de ses actions avec celles des autres BMD, afin d'affiner l'EPP et d'en garantir pleinement la transparence.	La coordination avec les autres BMD est permanente, surtout avec l'AID. La Banque a organisé une réunion technique avec les BMD sur l'AFP en mars 2006.	Initiale: 2005 Révisée: En cours
11. APPUI AUX PAYS SORTANT D'UN CONFLIT	Le Fonds continuera d'utiliser les ressources du Mécanisme en faveur des pays sortant d'un conflit (PCCF), au cas par cas, pour aider les pays sortant de conflit qui répondent aux critères d'éligibilité du PCCF.	1-45 millions d'UC ont été alloués au PCCF, dont 33,38 millions d'UC ont servi à apurer 33,5 % des arriérés du Congo dus à la BAD. 2-Projections en décembre 2006 : 4,38 millions d'UC pour apurer 100 % des arriérés dus à la BAD par la République centrafricaine et 78,32 millions d'UC pour apurer 63 des arriérés dus à la BAD par le Libéria.	Initiale: 2005 Révisée: En cours
12. TRANSPARENCE ET OBLIGATION DE RENDRE COMPTE	La Banque prendra des mesures supplémentaires pour améliorer son niveau de transparence institutionnelle afin de devenir un modèle à cet égard parmi les institutions sœurs.	1-Le Département de l'audit interne a été réorganisé et devient le Bureau de l'auditeur général qui couvre les activités d'audit interne et les enquêtes sur la corruption et la fraude. 2-Une politique en matière de dénonciation, qui instaure un système pour recevoir les plaintes, a été présentée au Conseil. Elle a fait l'objet de consultations avec le public qui a pu l'examiner sur le site Web pendant deux mois et demi. La politique est assortie de mesures d'accompagnement visant à protéger les membres du personnel et les autres partenaires au développement qui soumettent des allégations de fraude. 3-L'approbation définitive du document de politique sur la dénonciation se traduira par l'accroissement des activités d'enquête. Dans un rapport d'activités annuel destiné au grand public, la Banque diffusera les statistiques sur les conclusions des enquêtes.	Initiale: 2005 Révisée: En cours
13.	La Banque publiera périodiquement sur son site Web les indicateurs et résultats spécifiques des projets et programmes, tant pendant la phase de leur exécution qu'après leur achèvement.	L'état d'avancement des opérations en cours d'exécution sera publié sur le site Web en décembre 2006.	Initiale: 2005 Révisée: 2006

		MISE EN OEUVRE	
RECOMMANDATIONS EN MATIÈRE DE POLITIQUE	PRINCIPALES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT	PROGRÈS ACCOMPLIS AU 31 DÉCEMBRE 2006	DATE BUTOIR
PRIORITÉS OPÉRATIONNELLES POUR LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ			
14.	Afin de renforcer la transparence et la responsabilité en matière de gouvernance institutionnelle, la Banque mettra en œuvre la décision des Conseils d'administration de créer une Unité chargée de la lutte contre la corruption et des enquêtes, qui servira de cadre à l'élaboration des procédures de soumission de rapports sur les allégations de fraude et de corruption.	L'Unité a été créée le 8 novembre 2005 et elle fonctionne. Cette Unité comptera quatre postes de la catégorie professionnelle. Le recrutement est en cours et l'acquisition de l'équipement spécialisé de TI nécessaire est achevée. Un consultant aide à mettre en place un laboratoire judiciaire informatisé.	Initiale: 2005 Révisée: 2006
15. AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT RURAL	-Le Fonds continuera d'aider les PMR à élaborer des plans d'action cohérents et pragmatiques pour le développement rural et la modernisation de l'agriculture.	1-La Banque élabore une stratégie d'appui à la recherche à soumettre à l'examen du Conseil en novembre 2006. 2-La Banque a accru son appui à l'investissement dans le commerce et à la promotion des exportations. 3-La décentralisation permettra à la Banque de travailler étroitement avec les PMR à l'élaboration de leurs Plans d'action.	Initiale: Non précisée Révisée: 2006
16.	-À travers ses interventions dans le secteur, le Fonds continuera de jouer un rôle de chef de file et d'apporter une importante contribution au développement des infrastructures rurales (routes de desserte, installations de stockage des produits, systèmes d'irrigation, adduction d'eau et assainissement, systèmes d'alimentation en énergie, y compris l'électrification rurale).	Outre le NEPAD et l'IAEAR, plus de 50 % des nouvelles opérations au titre du FAD-X seront consacrées au développement de l'infrastructure rurale.	Initiale: Non précisée Révisée: en cours
17.	-Un accent particulier sera placé sur le renforcement des capacités au niveau communautaire et sur l'appui aux petits exploitants, par le biais d'activités génératrices de revenu.	Les gros investissements (au moins 50 % du coût d'un projet classique dans le secteur) se sont poursuivis dans les interventions sectorielles, en particulier, dans le renforcement des capacités institutionnelles locales à travers la formation et le perfectionnement des associations.	Initiale: Non précisée Révisée: en cours
18.	-Le Fonds appuiera également les projets et initiatives visant à promouvoir la production vivrière et la sécurité alimentaire en Afrique, en partenariat avec les autres donateurs.	En partenariat avec la FAO, la Banque prépare des projets relais suite au Programme pilote spécial de sécurité alimentaire (PSSA) organisé par le FAD/la FAO en 1997 dans 4 pays.	Initiale: Pas de date butoir Révisée: en cours

RECOMMANDATIONS EN MATIÈRE DE POLITIQUE	PRINCIPALES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT	MISE EN ŒUVRE	
		PROGRÈS ACCOMPLIS AU 31 DÉCEMBRE 2006	DATE BUTOIR
19.	-Le Fonds continuera en outre à accorder toute l'attention voulue à la préservation et à la valorisation du capital agricole régional, ainsi qu'à la lutte contre les prédateurs des cultures, dans le cadre d'une riposte régionale.	Sur 422,44 millions d'UC approuvés au titre des opérations multinationales jusqu'en décembre 2006, 20 % (soit la 2 ^e allocation sectorielle) sont consacrés au secteur de l'agriculture et du développement rural. La Banque continue de faire face aux défis que pose ce secteur aux plans régional et sous-régional.	Initiale: Non précisée Révisée: en cours
20.	-Étant donné que l'absence de sécurité foncière demeure un obstacle à la mise en place de programmes efficaces de développement de l'agriculture en Afrique, le Fonds poursuivra son œuvre dans ce domaine important, en vue de jouer un rôle de premier plan sur cette question épineuse. En 2005, la Direction élaborera une politique sur le régime foncier, à appliquer dans les différents secteurs.	1-Le consortium Groupe de la Banque/UA/CEA est en train de concevoir un cadre de réforme agraire pour l'Afrique qui sera examiné au Sommet de l'UA en 2007. 2-La Banque élabore une Politique foncière pour intégrer systématiquement les questions foncières aux opérations et faciliter son appui dans les domaines importants.	Initiale: Mid-2006 Révisée: Nov. 2007
21. ALIMENTATION EN EAU ET ASSAINISSEMENT EN MILIEU RURAL	Le rôle du Fonds dans l'IAEAR, au niveau des pays, sera défini dans le cadre des priorités et stratégies adoptées par les pays, telles que présentées dans leurs stratégies de réduction de la pauvreté. Le Fonds jouera son rôle en coordination avec les autres acteurs.	Les opérations menées dans le cadre de l'IAEAR font partie des programmes nationaux tels que reflétés dans les DSP, qui sont eux-mêmes inspirés des DSRP et des Plans nationaux de développement.	Initiale: 2005 Révisée: 2006
22.	La reconstitution du FAD fournira jusqu'à 30 % des ressources globales requises pour mettre en œuvre l'IAEAR.	D'ici à décembre 2006, 396 millions d'UC, soit 13,8 % des approbations du FAD, seront engagés avec des ressources du FAD.	Initiale: 2007 Révisée: 2007
23. VALORISATION DU CAPITAL HUMAIN - ÉDUCATION	-Le Fonds continuera d'accorder une haute priorité à l'éducation comme moyen de réduire la pauvreté et d'améliorer les conditions de vie des populations, par l'accroissement de la productivité. Le Fonds concentrera ses interventions sur les réformes stratégiques, l'enseignement primaire, des programmes d'alphabétisation et d'enseignement du calcul en faveur des adultes et la formation professionnelle et technique.	1-Depuis 2005, sept projets approuvés donnent la haute priorité à l'éducation. Deux des sept projets étaient axés sur la productivité et incluaient des activités éducatives. 2-Une stratégie pour la science et la technologie est en cours d'élaboration.	Initiale: 2007 Révisée: 2007

RECOMMANDATIONS EN MATIÈRE DE POLITIQUE	PRINCIPALES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT	MISE EN OEUVRE	
		PROGRÈS ACCOMPLIS AU 31 DÉCEMBRE 2006	DATE BUTOIR
24.	-Le Fonds appuiera particulièrement les efforts visant à réaliser les objectifs d'enseignement primaire universel et l'élimination des disparités entre les filles et les garçons dans le primaire et le secondaire.	Quatre projets visant l'enseignement universel et l'élimination des disparités entre les filles et les garçons dans les établissements secondaires (Malawi, Guinée, Ouganda et Nigeria) ont été approuvés.	Initiale: en cours Révisée: en cours
25.	-L'augmentation des dépenses consacrées à l'éducation se fera par le biais de l'appui aux réformes, dans le cadre des SWAp, et de la promotion d'un dialogue soutenu avec les pays sur le niveau de leur budget d'éducation.	1. Projet financé par un appui budgétaire : <i>Rwanda – Appui au Plan stratégique du secteur de l'éducation.</i> 2. Projets inscrits dans le cadre du SWAp : <i>Ouganda - Enseignement & Formation post-primaire ; & Malawi - Appui à l'enseignement secondaire (Ed V)</i> 3. Les bureaux nationaux, quand ils existent, servent à assurer le dialogue sur le volume des dépenses à engager dans l'éducation et d'autres questions intéressant ce secteur.	Initiale: 2005 Révisée: en cours
26.	-Conformément aux nouvelles directives sur la participation financière des usagers, le Fonds examinera et cherchera à résoudre cette question dans ses interventions, au cas par cas.	Les 7 projets approuvés en 2005 et en 2006 ont respecté les nouvelles directives. Les services de la Banque évaluent l'état de la participation financière des usagers dans le cadre de l'évaluation du financement du secteur.	Initiale: Non précisée Révisée: en cours
27. - SANTÉ ET MALADIES TRANSMISSIBLES	-Au titre du FAD-X, le Fonds continuera d'appuyer l'amélioration de l'administration des soins de santé primaires, des prestations de soins de santé, l'élargissement de l'accès aux services essentiels de santé, y compris les services de santé de base pour la mère et l'enfant, la nutrition et les conseils en matière de santé de base, ainsi que la fourniture de médicaments et d'équipements essentiels.	1-En 2005/06, quatre projets en Sierra Leone, au Kenya, au Bénin et au Congo ont été approuvés ; ils visent à renforcer les systèmes sanitaires à cet égard. 2-En outre, 2 projets (Ouganda – Appui à la santé maternelle et mentale, et Tanzanie - Réduction de la mortalité maternelle et néonatale) sont en cours de préparation.	Initiale: en cours Révisée: en cours
28. - SANTÉ ET MALADIES TRANSMISSIBLES (Suite)	-Conformément aux nouvelles directives sur la participation financière des usagers, le Fonds examinera et cherchera à résoudre cette question dans ses interventions, au cas par cas.	Les 5 projets approuvés ont respecté les nouvelles directives. Les Départements des projets évaluent l'état de la participation financière des usagers dans le cadre de l'évaluation du financement du secteur.	Initiale: 2005 Révisée: en cours

RECOMMANDATIONS EN MATIÈRE DE POLITIQUE	PRINCIPALES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT	MISE EN OEUVRE	
		PROGRÈS ACCOMPLIS AU 31 DÉCEMBRE 2006	DATE BUTOIR
29.	- En étroite collaboration avec d'autres institutions spécialisées, le Fonds accroîtra son appui aux pays FAD pour leur permettre de mettre en œuvre des programmes efficaces visant à endiguer ou à prévenir les principales maladies transmissibles. Le Fonds intensifiera, notamment, son appui aux programmes et initiatives visant à enrayer la propagation de la pandémie de VIH/SIDA, en continuant à intégrer des composantes relatives aux maladies transmissibles dans ses divers projets et programmes.	Trois projets approuvés en 2005/06 visent à endiguer et prévenir les maladies transmissibles. Des approches nationales et multinationales sont adoptées pour lutter contre les maladies transmissibles, y compris le VIH/SIDA. Dans ce secteur, les projets incluent de plus en plus des volets VIH/SIDA.	Initiale: en cours Révisée: en cours
30.	- Pour une meilleure contribution à la réalisation des ODM, le Fonds interviendra dans les secteurs sociaux en adoptant une approche de plus en plus intégrée conduisant à des projets et programmes multidimensionnels qui pourront englober, outre les interventions usuelles ciblant les secteurs de l'éducation et de la santé, des composantes visant à élargir l'accès aux autres services de base tels que l'eau et l'assainissement, ou à promouvoir des activités génératrices de revenu telles que les plans de micro entreprises, y compris en faveur du nombre croissant de pauvres des zones urbaines et périurbaines.	Sur les 14 opérations multisectorielles approuvées en 2005/06, 3 sont dans le secteur social. Les approches multisectorielles et les projets sociaux intégrés régis par la demande étaient axés sur les pays sortant d'un conflit, outre les projets qui incluait des activités innovantes sur la question de la gouvernance locale.	Initiale: 2006 Révisée: en cours
31. DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ	- Le Fonds accordera une haute priorité au développement du secteur privé dans les pays FAD, compte tenu du rôle crucial de ce secteur dans l'accélération de la croissance économique, l'augmentation de la productivité et du revenu, et la réduction de la pauvreté.	1-Les DSP proposent des solutions aux principaux obstacles au développement du secteur privé. 2-Des profils du secteur privé sont en cours de préparation. Trois profils du secteur privé pays ont été lancés au Mali, au Mozambique et en Angola au cours de la période considérée.	Initiale: 2006 Révisée: en cours
32. DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ (Suite)	- Le Fonds mettra l'accent sur les mesures visant à améliorer le climat d'investissement par des réformes macroéconomiques conduisant à la mise en place de cadres juridiques et réglementaires plus propices, y compris un programme élargi d'appui au développement des micro entreprises et des petites et moyennes entreprises (PME). À cette fin, le Fonds favorisera la synergie avec le guichet du secteur privé de la Banque.	1-Le nouveau département de la Gouvernance économique et de la Gestion financière aidera les PMR à réaliser leurs programmes visant à susciter un climat propice au développement du secteur privé. 2-Tous les DSP proposent des solutions aux obstacles au développement du secteur privé. 3-les opérations publiques sont axées sur la promotion d'un environnement favorable au développement du secteur privé, surtout dans le cadre d'accords de partenariat public-privé.	Initiale: 2006 Révisée: 2006 & en cours

RECOMMANDATIONS EN MATIÈRE DE POLITIQUE	PRINCIPALES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT	MISE EN OEUVRE	
		PROGRÈS ACCOMPLIS AU 31 DÉCEMBRE 2006	DATE BUTOIR
33.	- Compte tenu du rôle important que la microfinance pourrait jouer dans le développement du secteur privé, la Banque soumettra bientôt à l'approbation du Conseil d'administration une stratégie complète de développement de la microfinance, pour orienter les opérations futures du Fonds ciblant ce sous-secteur.	Le Conseil a approuvé une politique et une stratégie de développement de la microfinance en juin 2006.	Initiale: Septembre 2005 Révisée: 2006 & en cours
34.	- Le Fonds appuiera les efforts déployés par ses PMR pour mettre en place un environnement favorable aux partenariats public-privé (PPP) en leur fournissant une assistance technique à cette fin.	1-Des opérations publiques, ayant des composantes ou des activités axées sur la promotion d'un climat favorable au développement du secteur privé, dans le cadre d'accords de partenariat public-privé. 2-La nouvelle Unité chargée du PPP au sein du Secteur privé donnera à la Banque plus de capacités pour concevoir et suivre les opérations de PPP.	Initiale: 2006 Révisée: 2006 & en cours
BONNE GOUVERNANCE 35.	- Le Fonds est bien placé pour jouer un rôle clé dans la promotion de la bonne gouvernance dans un certain nombre de pays FAD et intensifiera ses interventions dans ce domaine.	1-Création du nouveau Département de la gouvernance économique et de la gestion financière. Les travaux sur la gouvernance et l'orientation future du Groupe de la Banque en la matière ont fait l'objet d'une revue. Une Note conceptuelle sur le Partenariat BAD/OCDE contre la corruption en Afrique a été réalisée. 2-Près de 6 % du total des approbations au titre du FAD-X sont à l'appui d'opérations de bonne gouvernance, dont la plupart sont sous forme de projets et programmes d'appui institutionnel. 3- Revue en mars 2006 de l'efficacité du processus et des instruments d'évaluation.	Initiale: Non précisée Révisée: en cours
36.	- Les opérations du Fonds dans le domaine de la bonne gouvernance seront axées sur la gestion budgétaire, la passation de marchés, la responsabilisation et la transparence, y compris en ce qui concerne les recettes des industries extractives ; le renforcement des capacités des collectivités locales et la décentralisation, quand cela est possible ; les réformes juridiques et réglementaires, et le renforcement des capacités de l'appareil judiciaire et des organismes chargés de l'application de la loi ; les réformes agraires et des droits de propriété ; la gouvernance institutionnelle ; la lutte contre la corruption et contre le blanchiment d'argent.	1. Une Stratégie du Groupe de la Banque pour lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (AML/CTF) doit être soumise à l'examen du Conseil en décembre 2006. Une évaluation des besoins des parlements africains dans le domaine des capacités a été achevée. 2. Approbation de plusieurs opérations visant le renforcement des capacités et des institutions en vue d'améliorer la gestion budgétaire, la passation des marchés, la responsabilisation et la transparence et de renforcer les capacités administratives locales dans divers PMR.	Initiale: En cours Révisée: en cours

RECOMMANDATIONS EN MATIÈRE DE POLITIQUE	PRINCIPALES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT	MISE EN OEUVRE	
		PROGRÈS ACCOMPLIS AU 31 DÉCEMBRE 2006	DATE BUTOIR
BONNE GOUVERNANCE (Suite)	37. - Le Fonds intégrera les préoccupations en matière de gouvernance dans ses interventions ciblant les secteurs public et privé, chaque fois que cela sera possible. Le Fonds utilisera, notamment, les Profils de gouvernance par pays établis par le Groupe de la Banque pour préparer les programmes d'appui à la gouvernance (PAG), y compris les prêts à l'appui de réformes en faveur de la gouvernance (PARG).	<p>1- Vingt et un profils de gouvernance pays ont été préparés et cinq autres profils sont prévus d'ici fin 2006 ; 7 profils sont programmés en 2007.</p> <p>2-En outre, la Banque a effectué l'Évaluation de la responsabilité financière du pays (CFAA) pour le Togo et la Tanzanie, et elle a participé à la préparation des Rapports sur l'évaluation de l'observation des normes et des codes (ROSC) relatifs au Sénégal et au Botswana.</p> <p>3-En outre, elle a participé à l'Évaluation par les pairs (Mécanisme africain d'évaluation par les pairs) du Ghana, du Kenya, du Rwanda et de l'Afrique du Sud ainsi qu'à plusieurs missions de sensibilisation (en Tanzanie, par exemple).</p> <p>4-Par ailleurs, la Banque a financé l'élaboration d'une stratégie triennale pour l'Organisation africaine des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (AFROSAI), dont le projet de rapport sera examiné par le Comité directeur de l'AFROSAI, ainsi qu'un atelier sur le renforcement des capacités à l'intention des cabinets comptables régionaux d'Afrique, organisé par l'<i>International Federation of Accountants</i> (IFA).</p>	<p>Initiale: 2005</p> <p>Révisée: 2005 & en cours</p>
		<p>En 2005/06, la Banque a participé à des missions d'évaluation par les pairs en Afrique du Sud, au Rwanda, en Ouganda, au Kenya et au Ghana. La Banque continuera de prendre une part active aux futures missions d'évaluation.</p>	<p>Initiale : Non précisée</p> <p>Révisée : En cours</p>
AIDE AUX PAYS SORTANT D'UN CONFLIT	39. - L'aide du Fonds aux pays sortant d'un conflit n'excédera pas trois ans et sera axée sur les programmes de réinsertion socioéconomique, la réhabilitation des infrastructures sociales et économiques de base, et la promotion de la bonne gouvernance.	<p>1-L'aide précieuse apportée aux pays sortant d'un conflit se poursuit afin de leur permettre de relancer leur économie et d'améliorer leur structure de gouvernance. Le Libéria, la RDC et le Soudan bénéficient de ce soutien.</p> <p>2-En outre, une Stratégie pour les États fragiles est en cours de préparation en vue de sa présentation au Conseil en janvier 2007.</p>	<p>Initiale: 2005</p> <p>Révisée: 2005 & en cours</p>

RECOMMANDATIONS EN MATIÈRE DE POLITIQUE	PRINCIPALES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT	MISE EN OEUVRE PROGRÈS ACCOMPLIS AU 31 DÉCEMBRE 2006	DATE BUTOIR
COOPÉRATION ÉCONOMIQUE INTÉGRATION RÉGIONALES	40. ET - Le Fonds continuera de jouer un rôle clé dans la promotion d'accords de coopération et d'intégration régionales, en particulier dans le contexte de l'Initiative du NEPAD.	1-L'assistance aux organisations régionales s'est poursuivie en vue de promouvoir l'intégration régionale. Une Unité chargée de l'intégration régionale et du commerce a été créée. En 2006/07, le programme d'assistance du Fonds couvre la SADC, l'UEMOA, le COMESA et AFRITAC. 2-Deux projets multinationaux sont en cours de préparation dans le cadre du NEPAD.	Initiale: Non précisée Révisée: En cours
	41. - Dans ses opérations, le Fonds mettra l'accent sur le renforcement des capacités institutionnelles régionales; le développement des infrastructures régionales; l'harmonisation des politiques macroéconomiques; la libéralisation du commerce et la création de conditions propices au développement du secteur privé au niveau régional; et la promotion d'un développement durable au niveau régional.	L'appui du Fonds aux organisations économiques régionales vise à améliorer les capacités régionales et à harmoniser les politiques entre les pays membres des mêmes regroupements régionaux, comme les opérations approuvées en faveur de la SADC pour : (i) Le Programme de lutte contre le VIH/SIDA et la tuberculose ; (ii) La Lutte contre et la Surveillance des maladies animales transfrontières ; (iii) La gestion intégrée des ressources en eau ; (iv) Le renforcement des capacités ; (v) Au COMESA, pour l'amélioration de la passation des marchés publics ; (vi) Au nombre des autres mesures de soutien, on peut citer le maintien de l'appui à la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique.	Initiale: Non précisée Révisée: En cours
QUESTIONS TRANSVERSALES - RENFORCEMENT DES CAPACITÉS	42. Le Fonds intensifiera son appui aux efforts de renforcement des capacités et, il est important de le souligner, adoptera une approche plus stratégique en intégrant dans les DSP les préoccupations et les questions liées au renforcement des capacités.	Huit projets (5 d'éducation, 2 de santé et 1 multinational) approuvés en 2005/06 ont des composantes et/ou des activités visant le renforcement des capacités.	Initiale: 2005 Révisée: En cours

RECOMMANDATIONS EN MATIÈRE DE POLITIQUE	PRINCIPALES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT	MISE EN OEUVRE PROGRÈS ACCOMPLIS AU 31 DÉCEMBRE 2006	DATE BUTOIR
<p>43.</p> <p>- INTÉGRATION DES QUESTIONS DE GENRE</p>	<p>Le Fonds poursuivra l'intégration des questions de genre dans les interventions de la Banque ciblant tous les secteurs. Il continuera également d'utiliser les profils de genre par pays, afin d'identifier les disparités entre les hommes et les femmes, de suivre les progrès accomplis dans la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes, et d'évaluer l'efficacité des interventions du Fonds. À cet effet, le Fonds renforcera ses effectifs par des spécialistes en genre.</p>	<p>1. Les projets s'attaquent systématiquement aux problèmes de genre, en visant notamment la réduction des disparités (par exemple, les projets d'éducation au Malawi, en Guinée, en Ouganda et au Nigeria).</p> <p>2. Deux profils de genre sont achevés pour la Namibie et le Malawi et 3 profils de genre sont prévus pour le Kenya, le Swaziland et le Ghana en 2006.</p> <p>3. Il est prévu d'augmenter le nombre des spécialistes en genre pour le porter à 7 (soit une augmentation de 100 %). Le recrutement effectif aura lieu en 2006/07.</p>	<p>Initiale: 2005</p> <p>Révisée: pour les points #1 & 2 ; en cours: pour le point #3 - 2007</p>
<p>44.</p> <p>- INTÉGRATION DE L'ENVIRONNEMENT</p>	<p>Le Fonds continuera de promouvoir la gestion durable des rares ressources naturelles disponibles, dans le contexte de sa nouvelle politique en matière d'environnement. À cette fin, le Fonds accordera une attention particulière à la promotion de la viabilité des moyens de subsistance que les pauvres des zones rurales tirent des ressources naturelles, en prenant en compte, si possible, dans les interventions financées par le Fonds, les liens existant entre la gestion de l'environnement et la réduction de la pauvreté.</p>	<p>1-À travers le système d'évaluation environnementale et sociale de la Banque, les opérations se concentrent sur le développement durable, en particulier, sur la gestion de l'environnement et la responsabilité sociale.</p> <p>2-Tous les projets ont une composante mesures d'atténuation pour pallier les effets néfastes sur l'environnement.</p>	<p>Initiale: En cours</p> <p>Révisée: En cours</p>
<p>45.</p> <p>ALLOCATION DES RESSOURCES BASÉE SUR LEUR UTILISATION FINALE</p>	<p>Une allocation de 100 millions d'UC sera versée immédiatement au Mécanisme en faveur des pays sortant d'un conflit (PCCF). En outre, une allocation supplémentaire de 150 millions d'UC sera mise à la disposition de la Facilité, le cas échéant, pour apurer les arriérés des pays sortant d'un conflit.</p>	<p>1. L'allocation de 100 millions d'UC au titre du PCCF a été décaissée. Une somme s'élevant à 42 millions d'UC sera utilisée d'ici décembre 2006.</p> <p>2. Il n'a pas été nécessaire d'allouer des ressources additionnelles au PCCF.</p>	<p>Initiale: 2005</p> <p>Révisée: En cours</p>

		MISE EN ŒUVRE	
RECOMMANDATIONS EN MATIÈRE DE POLITIQUE	PRINCIPALES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT	PROGRÈS ACCOMPLIS AU 31 DÉCEMBRE 2006	DATE BUTOIR
<p>46.</p> <p>ALLOCATION DES RESSOURCES BASÉE SUR LEUR UTILISATION FINALE (Suite)</p>	<p>- Une proposition sera soumise au Conseil des gouverneurs de la Banque africaine de développement visant l'approbation, sur une base annuelle, de l'allocation au Fonds africain de développement des revenus générés par l'apurement des arriérés des pays sortant d'un conflit, par le biais du Mécanisme en faveur des pays sortant d'un conflit, en tenant dûment compte de l'intégrité financière de la Banque.</p>	<p>Du fait qu'on n'a pas eu besoin de ressources additionnelles, aucune proposition n'a été présentée au Conseil pour le moment.</p>	<p>Initiale: 2005</p> <p>Révisée: En cours</p>
47.	<p>- Au moins 85 % des ressources du FAD-X (à l'exclusion des ressources PCCF) seront allouées au financement de projets d'investissement spécifiques et aux opérations d'assistance technique, y compris les prêts et dons à l'appui de réformes, et l'appui aux programmes sectoriels.</p>	<p>Dans le cadre du Système d'allocation fondée sur la performance, le plafond de 85, % a été pris en compte. C'est ainsi que sur les approbations effectives, 96,8 % des ressources ont été affectées à des projets d'investissement spécifiques et à l'assistance technique.</p>	<p>Initiale: 2005</p> <p>Révisée: En cours</p>
48.	<p>- La majorité de ces ressources seront allouées aux pays de la catégorie A, la part allouée aux pays de la catégorie B représentant 5 % du total.</p>	<p>1- Cette directive stratégique a été prise en compte dans le cadre du Système d'allocation fondée sur la performance.</p> <p>2- Fin décembre 2006, le Fonds prévoit d'engager au total 2,22 milliards d'UC (97,7 % d'approbations pour les pays de la Catégorie A et 2,3 % pour ceux de la Catégorie B), montants inscrits dans la fourchette autorisée.</p>	<p>Initiale: 2005</p> <p>Révisée: En cours</p>
49.	<p>- Les ressources du FAD seront allouées, à hauteur de 15 % au plus, aux projets multinationaux.</p>	<p>Fin décembre 2006, le Fonds prévoit d'approuver 422,44 millions d'UC (79,5 %) du total de l'allocation totale consacrée aux projets multinationaux au titre du FAD-X. Cette somme représente 12,3 % de l'enveloppe globale allouée aux opérations au titre du FAD-X ce qui est conforme au plafond fixé à 15,0 %.</p>	<p>Initiale: 2005</p> <p>Révisée: En cours</p>
50.	<p>- Les prêts à l'appui de réformes ne devraient pas représenter plus de 25 % du montant total des ressources. En règle générale, pour maintenir les prêts à l'appui de réformes au-dessous du plafond prescrit, la proportion des prêts à l'appui de réformes destinée aux pays ne devrait pas excéder 50 % de leurs allocations respectives.</p>	<p>Les opérations à l'appui des réformes représentent 12,2 % du total des approbations fin décembre 2006, ce qui est nettement inférieur au plafond de 25 % autorisé au titre de la reconstitution du FAD-X.</p>	<p>Initiale: 2005</p> <p>Révisée: En cours</p>

		MISE EN ŒUVRE	
RECOMMANDATIONS EN MATIÈRE DE POLITIQUE	PRINCIPALES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT	PROGRÈS ACCOMPLIS AU 31 DÉCEMBRE 2006	DATE BUTOIR
51. CRITÈRES D'ALLOCATION DES RESSOURCES AUX PAYS ÉLIGIBLES	- L'allocation des ressources du Fonds continuera d'être fondée sur le cadre renforcé d'allocation des ressources en fonction de la performance des pays, sur la base de l'évaluation de la performance par pays (EPP), qui repose elle-même sur <i>l'évaluation des politiques et des institutions des pays</i> (EPIP) et l'évaluation de la performance du portefeuille par pays (EPPP).	1. La Banque a pleinement respecté cet engagement au titre de l'allocation des ressources du Fonds. 2. En 2005 et en 2006, le cadre d'AFP, inspiré de l'EPP, a servi de base aux allocations.	Initiale: 2005 Révisée: 2005
52.	- Le Fonds continuera de travailler en étroite collaboration avec l'AID et les autres banques de développement régionales sœurs pour perfectionner le système d'EPP.	1. Cette activité est permanente. Une réunion technique est prévue en février /mars 2007 (AID/FAD).	Initiale: 2005 Révisée: 2006
53.	- Des pressions seront exercées entre pays membres emprunteurs, en tant que pairs, par le biais de la transparence et de la diffusion des résultats de l'EPP, pour qu'ils améliorent leur performance et œuvrent à la promotion de la bonne gouvernance. Le Groupe de la Banque sera ainsi en mesure d'encourager l'échange de vues et le partage des connaissances entre les pays membres régionaux sur les questions de gouvernance.	Les notes attribuées aux pays ont été publiées sur le site Web en novembre 2006.	Initiale: 2005 Révisée: 2006
54.	- Sur la base des conclusions des consultations relatives à la reconstitution du FAD-X et des résultats de la réunion technique des BMD sur les méthodes d'allocation des ressources en fonction de la performance des pays, la Direction préparera un document de politique générale sur un cadre révisé d'allocation des ressources en fonction de la performance des pays, à soumettre à l'approbation du Conseil d'administration.	Le Conseil a approuvé ce document en septembre 2006.	Initiale: 2005 Révisée: 2006

		MISE EN OEUVRE	
RECOMMANDATIONS EN MATIÈRE DE POLITIQUE	PRINCIPALES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT	PROGRÈS ACCOMPLIS AU 31 DÉCEMBRE 2006	DATE BUTOIR
INSTRUMENTS FINANCIERS ET OUTILS D'ANALYSE	55. - Le Fonds continuera d'utiliser l'éventail complet des documents de stratégie dont il dispose : DSP, documents de stratégie d'aide régionale, fiches de suivi, documents de dialogue avec les pays et documents de stratégie intérimaire par pays - pour arrêter sa stratégie d'assistance à moyen terme aux pays, régions et institutions, et pour justifier l'allocation des ressources limitées du FAD.	Au titre du FAD-X, la Banque a continué d'utiliser l'éventail complet des documents de stratégie dont elle dispose pour définir la stratégie par pays, et l'EPP a continué d'orienter le processus d'allocation des ressources du FAD.	Initiale: En cours Révisée: En cours
56.	Les projets d'investissement demeureront le principal instrument d'appui du Fonds aux pays au titre du FAD-X.	La pratique qui consiste à utiliser les projets comme principal instrument d'investissement s'est poursuivie. Fin décembre 2006, seulement 12,2 % des ressources du FAD-X auront été engagées dans des prêts à l'appui de réformes, contre 87,8 % dans les projets.	Initiale: En cours Révisée: En cours
57.	Les prêts à l'appui de réformes seront utilisés de manière sélective et ciblée, et seront octroyés principalement aux pays réputés performants de par leur EPP, le DSP devant en fournir la justification.	1. Les financements approuvés en faveur des pays très performants pour réaliser des opérations à l'appui de réformes l'ont été sur la base de l'EPP. 2. La Banque a énoncé clairement les conditions préalables à l'octroi d'un appui budgétaire. L'accent est mis sur la stabilité macroéconomique, l'existence d'une stratégie de réduction de la pauvreté bien conçue et de bonnes normes fiduciaires. Les opérations d'appui budgétaire ne sont donc financées qu'en faveur des pays qui remplissent les conditions préalables.	Initiale: 2005 Révisée: En cours
58.	Le Fonds se chargera de concevoir des opérations de prêts à l'appui de réformes en matière de gouvernance et d'intégration régionale, dans les pays où la situation macroéconomique est jugée acceptable par le FMI et où il existe des procédures financières et budgétaires suffisamment transparentes.	1. La Banque a continué de concevoir des opérations à l'appui de réformes dans les pays qui appliquent des politiques macroéconomiques jugées acceptables par le FMI et où il existe des procédures financières et budgétaires transparentes. 2. Outre la note du FMI, la Banque procède à ses propres évaluations et utilise les profils de gouvernance ainsi que ceux du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP) afin d'obtenir des informations sur la fiabilité des systèmes et la situation macroéconomique des pays.	Initiale: 2005 Révisée: En cours

		MISE EN OEUVRE	
RECOMMANDATIONS EN MATIÈRE DE POLITIQUE	PRINCIPALES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT	PROGRÈS ACCOMPLIS AU 31 DÉCEMBRE 2006	DATE BUTOIR
59.	Conformément à ses directives, le Fonds se propose de fournir un appui budgétaire aux pays ayant, entre autres, un DSRP ou un Plan national de développement bien conçu, un cadre macroéconomique et financier viable, un partenariat solide et authentique avec la communauté des bailleurs de fonds et d'autres acteurs, des mécanismes solides pour la mise en œuvre et le suivi, et des systèmes fiduciaires et budgétaires efficaces, transparents et adéquats.	Pendant le cycle du FAD-X, la Banque a continué d'utiliser les DSRP et les Plans nationaux de développement ; les Cadres des dépenses à moyen terme et autres moyens d'évaluation de son appui budgétaire aux pays soutenus par le FAD.	Initiale: Non précisée Révisée: En cours
60. FINANCEMENT DES COÛTS EN MONNAIE NATIONALE ET CHARGES RÉCURRENTES	Le Fonds continuera de financer les coûts en monnaie nationale et les charges récurrentes, conformément aux pratiques en vigueur dans d'autres institutions multilatérales de financement, en particulier l'AID.	Les projets approuvés au titre du FAD-X ont continué d'allouer des ressources pour financer les coûts en monnaie nationale et les charges récurrentes	Initiale: En cours Révisée: En cours
61. CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR	La contribution d'un emprunteur à tout projet ou programme auquel participe le Fonds, sous forme de prêt ou de don, ne sera pas inférieure à 10 % du montant total à financer par l'emprunteur et le Fonds, au titre dudit projet ou programme, ou à 5 % du coût total des études effectuées dans le cadre de la préparation de ce projet ou programme, à moins que le Conseil d'administration n'en décide autrement, dans des cas particuliers.	La structure financière des opérations approuvées était conforme à ces directives.	Initiale: 2005 Révisée: En cours
62. SOUTENABILITÉ DE LA DETTE ET CONDITIONS DE FINANCEMENT DU FAD	- Pour éviter une accumulation excessive de la dette à l'avenir, les modalités et conditions du financement du FAD-X et la proportion des dons seront déterminées sur la base de l'analyse du risque de surendettement, pays par pays. Cette analyse sera basée sur le nouveau Cadre de soutenabilité de la dette (CSD), établi par le FMI et la Banque mondiale, tel qu'il s'applique au Fonds.	La Banque a continué d'utiliser le Cadre de soutenabilité de la dette du FMI/de la Banque mondiale (CSD) pour analyser le risque de surendettement des pays.	Initiale: Juin 2005 Révisée: 2006
63.	- Le Fonds suivra également de près le niveau des dons accordés au titre du FAD-X et soumettra régulièrement des rapports au Conseil d'administration sur tout changement significatif intervenu dans l'estimation initiale du niveau global des dons. L'évolution de la situation à ce sujet sera examinée lors de la revue à mi-parcours du FAD-X.	1-Le volume des dons approuvés est resté faible, ce qui indique que plusieurs PMR ont réalisé une bonne performance. Conformément aux directives des plénipotentiaires, le Fonds applique le Cadre de soutenabilité de la dette établi par la Banque mondiale et le FMI. Le montant cumulé prévisionnel des engagements s'élève à 906,8 millions d'UC en décembre 2006. 2-La part globale des dons est établie de manière endogène. Pour l'AFP de 2006, la part globale des dons représente 28,35 % de la totalité de la reconstitution du FAD-X, (20 PMR ayant bénéficié de dons uniquement, 16 pays, de prêts uniquement, et 4 pays, d'une combinaison de prêts et de dons). À titre de comparaison, en appliquant le Cadre de soutenabilité de la dette (CSD) à l'analyse prospective dynamique de la soutenabilité de la dette, la part globale des dons, basée essentiellement sur l'approche du CSD statique de 2005, était estimée à 34,29 % ; et à 44,5 % sur l'élément négocié des dons en décembre 2004.	Initiale: Revue à mi-parcours Révisée: Revue à mi-parcours

		MISE EN OEUVRE	
RECOMMANDATIONS EN MATIÈRE DE POLITIQUE	PRINCIPALES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT	PROGRÈS ACCOMPLIS AU 31 DÉCEMBRE 2006	DATE BUTOIR
64.	- Pour réduire le risque lié à la question des « passagers clandestins » ¹ , les dons seront limités aux pays exclusivement FAD.	La Banque travaille en étroite coordination avec la Banque mondiale et le FMI en vue de coordonner les stratégies de prêt, et des dons ont été accordés aux pays exclusivement FAD.	Initiale: 2005 Révisée: En cours
65. SOUTENABILITÉ DE LA DETTE ET CONDITIONS DE FINANCEMENT DU FAD (Suite)	- En outre, le Fonds travaillera en étroite collaboration avec la Banque mondiale et le FMI pour mettre en place un mécanisme visant à trouver une solution au problème des « passagers clandestins » dans les pays exclusivement FAD. La Direction soumettra une proposition au Conseil d'administration avant fin 2005.	1-La Banque a continué de travailler étroitement avec la Banque mondiale, avec l'AID en particulier, pour résoudre le problème des « passagers clandestins » dans les pays exclusivement FAD post-IADM (Initiative d'allègement de la dette multilatérale). 2-La présentation du rapport est prévue au cours du premier trimestre 2007.	Initiale: Fin 2005 Révisée: En cours et 2007
66.	- Le Fonds adoptera le système d'ajustement des dons en volume en vigueur à l'AID, dit « Approche du volume modifié » comprenant trois catégories, et appliquera une ristourne de 20% sur les dons.	Cela s'est fait dans le cadre renforcé d'allocation fondée sur la performance.	Initiale: 2005 Révisée: 2005
67.	- Le Fonds travaillera par ailleurs en étroite collaboration avec l'AID pour harmoniser les seuils en matière de soutenabilité de la dette des pays et sera également étroitement associé aux activités du FMI et de la Banque mondiale concernant le deuxième pilier du CSD.	Cela s'est fait dans le cadre renforcé d'allocation fondée sur la performance.	Initiale: 2005 Révisée: 2005
68. UTILISATION DES DONS	- Les ressources du FAD-X destinées aux dons seront utilisées pour appuyer les priorités opérationnelles du FAD, telles que définies au paragraphe 4.8 de la Politique de financement du FAD-X.	Fin décembre 2006, les approbations seront réparties comme suit : 1 317,7 millions d'UC (59,2 %) pour les prêts et 906,8 millions d'UC (40,8 %) pour les dons.	Initiale: 2005 Révisée: En cours

¹ Le problème des « passagers clandestins » pourrait se poser si le financement des dons par des institutions financières internationales devait amener les dirigeants d'entités du secteur public à contracter ou garantir des prêts auprès d'autres sources de financement, ce qui risque d'aller à l'encontre des objectifs de la soutenabilité de la dette.

RECOMMANDATIONS EN MATIÈRE DE POLITIQUE	PRINCIPALES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT	MISE EN OEUVRE	
		PROGRÈS ACCOMPLIS AU 31 DÉCEMBRE 2006	DATE BUTOIR
69.	La Direction fournira les justifications nécessaires pour les cas de co-financement faisant appel à une combinaison de prêts et de dons, en tenant compte de la soutenabilité de la dette du pays concerné.	1-Cela se fait actuellement à travers le cadre renforcé d'allocation fondée sur la performance. 2-En outre, pour chaque opération à financer, des justifications sont fournies pour s'assurer que le prêt ou le don additionnel s'inscrit dans le Cadre de soutenabilité de la dette.	Initiale: Non précisée Révisée: En cours
70.	Dans certains cas, une assistance technique sera fournie à titre d'appui à la préparation des projets, selon les modalités et conditions énoncées dans la politique régissant la Facilité de préparation des projets (FPP).	1-La Direction a accru la sensibilisation des emprunteurs à la nécessité d'utiliser davantage cette facilité. 2-Les directives régissant la FPP seront révisées en 2007, conformément à la Politique de prêt du FAD-X. 3-Le document sur les « Propositions visant l'accès aux ressources du FAD-X octroyées au titre de don pour le financement des activités d'assistance technique » a été approuvé par les gouverneurs en octobre 2006.	Initiale: Non précisée Révisée: 2007 & en cours
RISQUES ET MESURES D'ATTÉNUATION	71. Le Fonds mènera une campagne de sensibilisation des pays FAD, en particulier ceux qui sont éligibles uniquement aux dons, à l'impact de l'emprunt sur le niveau de soutenabilité de leur dette.	La Banque a participé à plusieurs forums de sensibilisation, notamment à l'Atelier conjoint Banque mondiale/FMI pour l'Afrique anglophone sur la soutenabilité de la dette, tenu au Ghana en avril 2005, auquel ont pris part 18 PMR anglophones. Un Atelier de suivi conjoint Banque mondiale/BAD sur l'AID-XIV/le FAD-X : « Orientation et dynamique pour renforcer l'efficacité de l'aide en vue d'atteindre les ODM en Afrique », s'est déroulé à Tunis en juin 2005. Vingt PMR francophones représentatifs y ont participé.	Initiale: 2005 Révisée: En cours
72.	Les complexes des opérations s'emploieront à sensibiliser les pays FAD non éligibles aux dons à la nécessité de consacrer une fraction des produits des prêts au financement des études nécessaires pour préparer leurs projets de développement.	1-Cette activité est en cours et, conformément à la politique visant l'accroissement de la taille des opérations, on conseille aux emprunteurs d'inclure ces études au nombre des composantes des futures opérations. 2-En outre, le fonds apporte un soutien actif aux pays en quête de fonds bilatéraux pour financer ces études.	Initiale: 2005 Révisée: En cours
73.	La Direction entreprendra la révision des directives opérationnelles concernant la Facilité de préparation des projets pour les aligner sur le nouveau cadre de financement du FAD.	Cette activité est inscrite au programme de 2007.	Initiale: 2005 Révisée: 2007

		MISE EN OEUVRE	
RECOMMANDATIONS EN MATIÈRE DE POLITIQUE	PRINCIPALES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT	PROGRÈS ACCOMPLIS AU 31 DÉCEMBRE 2006	DATE BUTOIR
74.	En ce qui concerne les opérations multinationales couvrant les pays exclusivement éligibles aux dons, d'une part, et les pays non éligibles aux dons, d'autre part, les complexes des opérations intensifieront le dialogue avec les différents pays pour promouvoir la solidarité entre pays ayant différents niveaux de performance économique, en utilisant les fonctions de plaidoyer des nouveaux cadres de coopération et des principales initiatives de promotion du développement en Afrique, telles que le NEPAD, pour atténuer le risque lié à de telles opérations multinationales.	Le Fonds a poursuivi un dialogue permanent avec les pays éligibles uniquement aux prêts afin d'encourager la coopération avec les pays exclusivement éligibles aux dons, au titre des opérations multinationales. Le dialogue en vue de la coopération multinationale est l'un des aspects importants couverts au cours des missions de dialogue effectuées dans les PMR. De ce fait, plusieurs PMR exclusivement éligibles aux prêts ont adhéré à cette coopération, comme par exemple, dans le cadre des projets suivants : i) Route Mali-Sénégal-Kita-Saraya-Kedougou et ii) Gestion durable du bétail ruminant endémique, ces deux projets concernent des pays d'Afrique de l'Ouest.	Initiale: 2005 Révisée: En cours
75.	La Direction soumettra à l'approbation du Conseil d'administration de nouvelles directives plus compatibles avec les conditions du FAD-X, pour régir les opérations multinationales.	Les directives seront soumises à l'approbation du Conseil en février 2007.	Initiale: Juin 2006 Révisée: Nov. 2006
76.	Étant donné qu'un grand nombre de pays seront éligibles aux dons du FAD-X pour le financement de leurs projets d'investissement, la Politique de sanctions du Groupe de la Banque sera révisée afin de tenir compte des nouvelles conditions de financement du FAD.	La Politique en matière de sanctions sera révisée au premier trimestre 2007.	2005